

CA1
Z1
-63B500

GOVT



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114689029>

CA1 Z 1
-63B500R A P P O R T F I N A LAuteur: Michel BrunetTitre: Société, Pouvoir Politique,
Nation et Etat:Le cas de la collectivité
canadienne-française ou
québécoise.

DIV: II

Rapport No 13

CAI 21

-63 B500

SOCIÉTÉ, POUVOIR POLITIQUE, NATION ET ÉTAT:
LE CAS DE LA COLLECTIVITÉ CANADIENNE-FRANÇAISE OU QUÉBÉCOISE

Essai préparé par le
professeur Michel Brunet
à l'intention de la

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE
SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

Montréal

1966

TITRE DES CHAPITRES

	Page
Chapitre premier — LES FAIBLESSES ORGANIQUES DES ESPÈCES NOUVELLES	1
Chapitre deuxième — DE LA COLLECTIVITÉ HUMAINE	2
Chapitre troisième — LA COLLECTIVITÉ HUMAINE PRÉSENTÉE EN GÉNÉRAL, DES ORIGINES À LA FIN DU XIX ^e SIÈCLE	15

TITRE DES CHAPITRES

Chapitre quatrième — LA COLLECTIVITÉ HUMAINE PRÉSENTÉE EN GÉNÉRAL, AU XIX ^e SIÈCLE	27
Chapitre cinquième — CONCLUSION GÉNÉRALE	34

1. Voir "Table des matières et index" à la page 40.

TITRE DES CHAPITRES¹

	Page
Chapitre premier — LES FAIBLESSES ORIGINELLES DES SCIENCES SOCIALES	3
Chapitre deuxième — DE LA COLLECTIVITÉ À L'ÉTAT	8
Chapitre troisième — LA COLLECTIVITÉ CANADIENNE-FRANÇAISE DU QUÉBEC: DES ORIGINES À LA FIN DU XIX ^e SIÈCLE	15
Chapitre quatrième — LA COLLECTIVITÉ CANADIENNE-FRANÇAISE DU QUÉBEC AU XX ^e SIÈCLE	29
Chapitre cinquième — CONCLUSION GÉNÉRALE	38

1. Voir "Table des matières et index" à la page 40.

AVANT-PROPOS

La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme m'a invité à préparer une étude ayant pour but de répondre à la question suivante: "En quels sens peut-on dire que les Canadiens français constituent, ou ne constituent pas, une nation?" J'ai d'abord répondu que je n'avais nullement l'intention de rédiger un savant et indigeste traité sur un problème dont se sont emparé quelques théoriciens de formation juridique. Leur intervention n'a fait qu'aggraver le dialogue de sourds qui se poursuit des deux côtés de la barricade.

Le secrétaire de la Commission m'a assuré que celle-ci désirait surtout recevoir le témoignage d'un universitaire que ses études, ses recherches et son action ont mis en contact intime avec les problèmes du milieu. Ce témoignage pourrait prendre la forme d'un essai, d'une réflexion personnelle. Cette proposition m'a plu car je crois avoir acquis le droit de dire quelque chose à ce sujet.

Par formation et par conviction, il m'est impossible de ne pas tenir compte de la dimension historique de tout problème de société. Les termes que j'essaierai de définir au cours de cet essai, les phénomènes socio-politiques que je m'efforcerai de décrire, les forces intellectuelles et matérielles que je chercherai à évaluer, je tâcherai de toujours les intégrer à l'évolution historique dans laquelle nous sommes tous engagés. Si la question à laquelle je propose une réponse concerne les Canadiens français du Québec, je n'oublierai pas que leur histoire est inséparable de l'histoire globale. Je n'ai pas l'impression ni l'intention de défendre une cause. Exposer les faits objectivement, c'est-à-dire faire le tour de l'objet soumis à mon observation, cerner la réalité sous tous ses aspects et à tous les paliers de sa manifestation, tel a toujours été mon premier souci.

Je ne nie pas que les découvertes, les observations et les conclusions du chercheur en sciences de la société ----- l'histoire n'en fait-elle pas la synthèse? ----- conduisent inévitablement à des options politiques et sociales, déclenchent des mouvements de revendications et de réformes, inspirent les hommes d'action. C'est la preuve que nous appartenons au temps que nos prédécesseurs ont vécu, au présent qui nous entraîne et à l'avenir que nous songeons à bâtir.

Ces impératifs existentiels n'infirmement nullement la description que le chercheur présente de la réalité. Celle-ci a une existence indépendante de ses options. Si son analyse des faits est faussée par celles-ci, elle n'aura aucune influence sur la pensée et l'action de ses contemporains. Il se sera alors lui-même isolé de son milieu. Au contraire, s'il a bien décrit les phénomènes sociaux soumis à son observation, même lorsque ses contemporains, par intérêt, par paresse ou par fatalisme refusent momentanément de lui donner raison, l'évolution historique se chargera elle-même de démontrer qu'il avait vu juste.

CHAPITRE PREMIER

LES FAIBLESSES ORIGINELLES DES SCIENCES SOCIALES

Avant que les spécialistes des sciences de la société ne commencent à écrire, les hommes avaient appris à vivre en société. Ils avaient créé des institutions politiques, économiques et juridiques répondant à leurs besoins.

Les faits sociaux ont précédé les définitions qu'en ont données les premiers observateurs de la vie des collectivités humaines. Leurs successeurs se sont longtemps contentés de les répéter sans s'interroger davantage.

I. A la défense de l'ordre établi

Que valaient ces définitions? Nous commençons à nous rendre compte qu'elles reflétaient beaucoup plus le désir de maintenir et de défendre le statu quo que le souci de décrire scientifiquement les phénomènes de la vie en société.

Les premiers politicologues ~~qui~~ ils existèrent longtemps avant que ce terme ne vînt en usage ~~qui~~ furent des légistes au service des classes dirigeantes et des groupes dominants. Souvent, ils faisaient eux-mêmes partie des "équipes gagnantes". Ils appartenaient à la minorité des privilégiés, ils s'identifiaient avec les bénéficiaires de l'ordre social qu'ils se chargeaient de définir, d'expliquer. En somme, leur tâche principale consistait à légitimer les pouvoirs existants.

II. Critique et agitation sociales

Un ordre social n'est jamais statique. Si ceux qui en profitent s'efforcent de le défendre, ceux qui le jugent injuste, parce qu'ils n'en retirent pas les

bénéfices qu'ils en attendent, cherchent à le renverser ou du moins à le modifier.

Les progrès de la science de la vie en société sont dus à l'action des critiques de l'ordre établi. Mettant en lumière les injustices réelles ou imaginaires qu'ils prétendaient vouloir corriger, ils ont contribué à mieux définir les institutions politiques et économiques que les hommes s'étaient données.

Chaque période d'agitation sociale a augmenté nos connaissances sur l'homme et son milieu. Sans remonter à la plus haute antiquité, rappelons la Révolution glorieuse, la Révolution américaine, la Révolution française, la Révolution industrielle et la Révolution soviétique. Chacune de ces étapes a fait franchir des bonds prodigieux aux sciences sociales. De John Locke à Joseph Staline, l'homme atlantique a abandonné de nombreux mythes sur la pérennité de l'ordre social et est parvenu à expliquer scientifiquement plusieurs phénomènes de la vie en société qu'il attribuait auparavant à des forces aveugles et soustraites à son contrôle.

III. Constitution des sciences sociales

C'est ainsi que les sciences sociales se sont graduellement constituées.

Même s'il n'est pas exagéré de soutenir que la sociologie, la psychologie sociale, l'économique et la politologie en sont encore à leurs premiers balbutiements, l'homme contemporain dispose d'un ensemble de données qui lui permettent d'organiser moins empiriquement la société. A certaines conditions, cependant. Il doit renoncer aux slogans d'autrefois, avoir le courage intellectuel de regarder tels qu'ils sont les faits sociaux que les recherches des

spécialistes lui révèlent, prendre les mesures interventionnistes qui s'imposent.

La timidité et le conservatisme de la plupart des dirigeants des sociétés nord-atlantiques sont devenus une véritable menace pour l'avenir de l'humanité. Ils refusent les lumières de la science et semblent croire que les institutions politiques, économiques et sociales édifiées par les générations précédentes sont capables de répondre aux défis de la seconde moitié du XXe siècle. Face aux problèmes contemporains, ils répètent les admonitions d'un âge révolu et invoquent machinalement les principes qui guidaient les sociétés pré-industrielles.

Quel jugement sévère ne porterions-nous pas contre les médecins si ceux-ci, refusant de prendre en considération les expériences et les découvertes des chercheurs en sciences de la santé, avaient continué à traiter les malades selon la thérapeutique du XIXe siècle?

IV. L'étude de la vie en société et les préjugés des premiers spécialistes en sciences sociales

Les sciences sociales, telles que nous les connaissons aujourd'hui, se sont développées dans les pays riches, au sein des sociétés que l'on peut qualifier de "réussies", c'est-à-dire des collectivités humaines privilégiées, ayant atteint leur maturité. Il est normal qu'il en ait été ainsi car seules ces sociétés prospères et dynamiques avaient les ressources nécessaires au financement de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Dans les domaines se limitant à l'analyse du milieu où les recherches en sciences de la société avaient pris origine, cette situation n'a eu, en général, aucune conséquence grave. Les premiers chercheurs ont tenté de décrire objec-

tivement les faits sociaux qu'ils constataient: fonctionnement des institutions politiques, mobilité sociale, relations entre classes, comportement électoral, organisation économique, traditions familiales, problèmes ouvriers, délinquance juvénile, etc. Quelques-uns des premiers spécialistes des sciences sociales furent accusés de favoriser le conformisme et le statu quo. Néanmoins, les travaux de la plupart d'entre eux contribuèrent au progrès social en attirant l'attention des citoyens éclairés sur les maux sociaux qui exigeaient une intervention des pouvoirs publics. Leurs recherches aidèrent les mouvements de réformes qui ont donné naissance à la démocratie sociale.

C'est lorsqu'ils ont abordé l'étude des sociétés moins évoluées que celle à laquelle ils appartenaient que les premiers spécialistes en sciences sociales ont commis de graves erreurs de jugement. Ayant ~~con-~~ consciemment ou inconsciemment ~~choisi~~ choisi comme étalon une société adulte, ils ont négligé de reviser les critères et les définitions qu'ils avaient utilisés auparavant. Ils ne se rendirent pas compte que leur analyse en plus d'être fausse était également très injuste pour les sociétés dont le développement avait été retardé ou arrêté.

V. Les sciences sociales au service des sociétés privilégiées

A l'origine, les politico-légistes avaient eu pour principale fonction de légitimer l'ordre établi à l'intérieur de la société avec laquelle ils avaient intérêt à s'identifier. Ce ne fut qu'à la suite d'une lente évolution que les chercheurs en sciences de la société parvinrent à se libérer ~~en~~ en grande partie, du moins ~~des~~ des servitudes que leur imposaient les détenteurs du pouvoir. Ils cessèrent d'être au service des classes possédantes et dirigeantes; ils analysèrent objectivement le problème des relations entre les différentes classes

qui composent une société (voir plus haut, pp. 3-4, 5-6)

Un phénomène semblable s'est répété dans le domaine des relations entre les sociétés. Les premiers spécialistes qui se sont intéressés à l'étude comparée des sociétés appartenaient à celles qui avaient réussi (voir plus haut, pp. 5-6). Leurs recherches et leurs écrits ont consolidé le pouvoir de ces sociétés privilégiées qui dominaient les autres. Il n'est pas exagéré de soutenir que toute la science politique traditionnelle a été conçue de façon à perpétuer l'hégémonie des grandes civilisations et des Etats impérialistes sur les groupes culturels minoritaires soumis à leur juridiction, sur les territoires coloniaux qu'ils avaient conquis et sur les pays plus faibles obligé de transiger avec eux.

VI. Les impératifs de la justice sociale

Il a fallu attendre les guerres et les révolutions du XXe siècle pour que soient véritablement remises en question les sciences sociales et en particulier la science politique traditionnelle. Les revendications pressantes des groupes culturels minoritaires au sein des Etats plurinationaux et la volonté de libération des peuples colonisés ont rendu caduques les définitions et les principes qu'une science politique au service des grandes civilisations et des Etats les plus puissants avait momentanément fait accepter comme des lois absolues et immuables.

Une nouvelle science de la société est en voie de s'édifier. Au lieu de chercher à défendre l'ordre établi et à perpétuer la domination des privilégiés, elle s'efforce de découvrir à quelles conditions la justice sera respectée dans les relations entre classes et entre sociétés.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA COLLECTIVITÉ À L'ÉTAT

Obligé de faire face à de nombreux défis et conscient de sa faiblesse lorsqu'il est isolé, l'homme a dû apprendre à vivre avec ses semblables. Ce difficile apprentissage, depuis la préhistoire jusqu'à l'âge de l'exploration spatiale, se poursuit toujours.

I. Collectivités et sociétés

Une collectivité ou société existe dès qu'un groupe d'hommes, vivant sur un même territoire, ont acquis ou ont été forcés d'acquérir l'habitude d'avoir entre eux des échanges institutionnalisés. La nature et l'importance de ces échanges varient selon le degré d'évolution des collectivités. Ce qu'il importe de considérer c'est l'apparition d'un agir collectif.

Les buts fixés à cet agir collectif et les avantages qui en résultent pour les membres de la collectivité ~~conduisent~~ en particulier pour ceux qui l'encadrent ~~à l'encadrent~~ nourrissent une tradition et engendrent une pensée collective. Lorsque la collectivité entre en relations avec d'autres sociétés, elle est amenée à préciser sa pensée et son agir collectifs. Chaque expérience collective nouvelle ~~conduit~~ résistance à une menace extérieure, solution apportée à un problème intérieur, oeuvre réalisée en commun ~~conduit~~ augmente sa cohésion.

II. Pouvoir politique

Une collectivité n'existe pas sans la présence d'un pouvoir politique. Celui-ci inspire et dirige l'agir collectif.

La formation d'une collectivité et l'institutionnalisation du pouvoir politique qui l'anime progressent en même temps. Ces deux phénomènes sont inséparables et dépendent l'un de l'autre.

III. Assimilation sociale et acculturation

Si le pouvoir politique d'une collectivité ne parvient pas à s'institutionnaliser ou s'il se montre incapable de satisfaire ses besoins essentiels, celle-ci est condamnée à se désagréger pour se fondre graduellement au sein d'une autre collectivité plus dynamique.

Les membres de la collectivité en voie d'extinction en viennent à s'identifier avec l'autre collectivité. Celle-ci subit elle-même certaines transformations qu'entraîne l'intégration des nouveaux membres.

La nouvelle collectivité ainsi formée est le produit d'un double processus d'assimilation sociale et d'acculturation.

Il faut reconnaître, en toute objectivité, que c'est ce processus qui a permis la naissance de grandes civilisations.

IV. Groupes culturels distincts

Lorsqu'une collectivité dispose d'un pouvoir politique suffisant pour maintenir son identité et résister au processus d'assimilation sociale, elle forme un groupe culturel distinct.

Ces groupes culturels distincts sont nombreux et ont une histoire différente selon les lieux où ils ont survécu et selon les conditions de leur survivance.

Si un groupe culturel n'est pas majoritaire dans au moins une partie du territoire que ses membres habitent, sa survivance ne peut pas être assurée.

V. Minorités nationales

Les groupes culturels qui échappent à l'assimilation sociale mais qui sont placés dans des conditions géographiques qui les empêchent d'organiser un Etat mis à leur service, deviennent des minorités nationales.

Leurs droits linguistiques et scolaires sont alors protégés par la constitution de l'Etat et parfois par des traités internationaux.

VI. La nation

Le terme nation a soulevé bien des débats et c'est ici, en particulier, que se manifestent les faiblesses de la science politique traditionnelle (voir plus haut, chapitre premier).

1. Confusions et illusions antérieures

Les collectivités privilégiées qui ont eu la liberté, c'est-à-dire la force, d'organiser un Etat souverain mis à leur service ont toujours eu intérêt à réserver le terme nation à la "personne juridique formée par l'ensemble des individus régis par une même Constitution, distincte de ceux-ci, et titulaire de la souveraineté" (c'est l'une des définitions données au mot nation par le Petit Larousse (éd. 1959), p. 690). Cette façon de voir, souvent imposée par les légistes et les politicologues des collectivités privilégiées, a favorisé l'assimilation sociale des groupes culturels distincts et des minorités nationales soumis à la juridiction de l'Etat qu'avait constitué la collectivité dominante.

D'autre part, certains chercheurs en sciences sociales, quoique intéressés à défendre les privilèges de la collectivité dominante, n'ont pas refusé de reconnaître qu'une collectivité partageant un héritage commun et animée d'un vouloir-vivre collectif formait une nation. Néanmoins, ils ont prétendu qu'une

nation pouvait exister sans avoir un minimum d'institutions politiques placées sous son contrôle. Leurs enseignements --- qu'ils en aient été conscients ou non --- n'étaient certes pas contraires aux intérêts de la collectivité majoritaire qui pouvait sans remords s'appropriier tous les organes de l'Etat et accélérer ainsi l'assimilation des collectivités minoritaires. Celles-ci avaient eu la naïveté de croire ou s'étaient vues forcer d'admettre qu'elles n'avaient pas besoin d'un pouvoir politique mis à leur service pour survivre et progresser.

2. Définition fonctionnelle de la nation

Les groupes culturels et les minorités nationales sont des collectivités en état de survivance plus ou moins précaire. L'assimilation sociale les menace constamment.

Au contraire, la nation est une collectivité dont la survivance est assurée et qui possède le pouvoir politique minimum nécessaire pour protéger son identité culturelle et pour assurer son progrès dans les principaux domaines de l'agir collectif. C'est l'étendue de celui-ci qui détermine la vitalité de toute collectivité.

Ces faits étant reconnus, on peut définir ainsi la nation: communauté humaine dont les membres se sentent spontanément solidaires, formant la majorité de la population sur un territoire bien délimité, liée à ce territoire par l'évolution historique, ayant les moyens minimums d'y organiser elle-même, au moins partiellement, sa vie collective.

VII. L'Etat

Comme nous l'avons vu, une collectivité ne peut pas survivre comme groupe culturel distinct sans un minimum de pouvoir politique mis exclusivement à son service.

D'autre part, tout pouvoir politique bien établi tend à étendre sa juridiction et ses responsabilités. C'est ce mouvement qui conduit à la formation de l'État.

1. L'État ou la nation organisée

L'État est l'agent le plus puissant qu'une nation peut se donner pour assurer son progrès et l'épanouissement de la culture qu'elle représente. L'organisation de l'État marque un triomphe de la culture, c'est-à-dire de l'homme, sur la nature.

Il faut bien se rendre compte ~~qu'en~~ quoi qu'en pensent ou en disent certains théoriciens du droit public et de la science politique ~~que~~ que tout État est la consolidation du pouvoir politique qui a d'abord pris naissance au sein d'une collectivité particulière ayant atteint le statut de nation.

Cet État peut être pleinement ou partiellement souverain.

a) État pleinement souverain

Lorsque la nation dispose, pour assurer son développement, de la plénitude du pouvoir politique, elle s'organise en État souverain.

b) État à souveraineté limitée

Les circonstances géographiques et historiques peuvent forcer une nation à se contenter ~~temporairement~~ du moins ~~d'un~~ d'un pouvoir politique limité.

L'État qu'elle met à son service exerce sa souveraineté en certains domaines seulement. Il fait partie d'une fédération ou d'une confédération.

2. Différents États souverains

Le caractère et la nature d'un État souverain varient selon les besoins et les problèmes auxquels il doit faire face.

a) État national unitaire

Cet Etat est au service exclusif d'une seule nation et a juridiction exclusive dans tous les domaines soumis à l'intervention étatique.

Si d'autres collectivités existaient à l'origine sur le territoire de l'État national unitaire, elles ont été assimilées ou sont en voie d'extinction.

Le double processus d'assimilation sociale et d'acculturation peut également donner naissance à une nation différente de celle qui a créé cet État national unitaire.

b) État national fédéral

Cet État est au service d'une seule nation mais ses fondateurs ont jugé utile ou nécessaire de décentraliser l'exercice du pouvoir politique. Une partie de celui-ci est confiée à des gouvernements ayant une plus ou moins grande autonomie vis-à-vis du gouvernement central.

c) État plurinational unitaire

Quoique au service d'une seule nation, cet État doit tenir compte de la présence d'un ou de plusieurs groupes culturels qui ont réussi à se faire reconnaître le statut de minorités nationales. L'assimilation de celles-ci n'est, en général, qu'une question de temps.

Si une minorité nationale résiste à l'assimilation, elle exigera nécessairement une révision de la constitution afin de s'approprier une plus grande part du pouvoir politique.

d) État plurinational fédéral

La géographie et l'histoire peuvent obliger la nation majoritaire à laisser une partie du pouvoir politique entre les mains de la ou des nations minoritaires. Fatalement, celles-ci s'efforceront d'élargir la juridiction de l'État à souveraineté limitée qu'elles contrôlent.

L'interprétation de la constitution et le partage des pouvoirs varieront selon l'équilibre des forces en présence.

VIII. Conclusion

Sans pouvoir politique mis à son service, il n'y a pas de collectivité.

Dès qu'une collectivité existe, elle cherche à consolider le pouvoir politique qu'elle exerce.

La consolidation de ce pouvoir donne naissance à la nation et à l'État.

CHAPITRE TROISIÈME

LA COLLECTIVITÉ CANADIENNE-FRANÇAISE DU QUÉBEC:
DES ORIGINES À LA FIN DU XIX^e SIÈCLE

Il existe dans la vallée du Saint-Laurent une collectivité dont les membres appuient leur vouloir-vivre commun sur trois cent cinquante ans de séparatisme.

I. Les origines1. La première période de l'enracinement

En 1608, Champlain fondait Québec. Simple comptoir à ses débuts, la colonie naissante ne tarda pas à attirer un groupe d'entrepreneurs et de commerçants qui décidèrent de s'y établir en permanence avec leurs familles. Les fondations des Trois-Rivières (1634) et de Montréal (1642) complètent l'occupation du territoire.

Deux dates importantes marquent cette première période de l'enracinement: 1635, fondation du Collège de Québec à la demande expresse des familles qui veulent faire instruire leurs enfants dans le pays où ils sont appelés à demeurer; 1645, fondation de la Compagnie des Habitants qui réunit les dirigeants économiques et politiques de la colonie.

Une collectivité a pris forme. Des dirigeants, intéressés à son développement, l'encadrent et exercent un pouvoir politique.

2. L'institutionnalisation de l'enracinement

Dès la seconde moitié du XVII^e siècle, tout un réseau d'institutions créées pour répondre à leurs besoins manifestent et consolident le vouloir-vivre commun

des habitants francophones de la vallée du Saint-Laurent. Colonie royale, la Nouvelle-France ressemble à une province du royaume de France. Elle a son gouverneur, son intendant, son Conseil souverain, son évêque, ses séminaires, son clergé résidant, ses communautés religieuses, ses hôpitaux, ses administrateurs, ses lois, son régime de propriété, ses classes possédantes et dirigeantes, ses classes populaires.

Les colons français sont devenus des Canadiens. Ceux-ci ont des objectifs et des intérêts qui leur sont propres et le gouvernement métropolitain doit en tenir compte.

II. Le XVIIIe siècle ou l'affirmation du vouloir-vivre collectif

Tout groupe humain apprend à se définir en s'opposant à d'autres collectivités. Cette rivalité oblige les membres des sociétés en opposition à préciser les buts qu'ils poursuivent en commun.

Au cours du XVIIIe siècle, les Canadiens affirmèrent leur vouloir-vivre collectif en s'opposant à la métropole française, à l'Amérique anglaise et à l'occupant britannique.

1. Face à la métropole française

Dès la fin du XVIIe siècle, le gouvernement français avait dû reconnaître que les sujets du roi de France qui habitaient sur les rives du Saint-Laurent avaient leurs propres problèmes et entendaient leur apporter des solutions souvent différentes de celles que préconisaient les dirigeants métropolitains. Les ordres et directives que ceux-ci donnaient aux administrateurs coloniaux n'étaient respectés que dans la mesure où ils servaient les intérêts des Canadiens.

La France nomma comme gouverneurs des militaires qui avaient fait toute leur carrière au Canada. Ces administrateurs s'identifiaient avec les Canadiens. A Paris, quelques conseillers du roi dénoncèrent cette coutume qui, selon eux, limitait dangereusement le contrôle de la métropole sur les affaires coloniales et encourageait les Canadiens dans leur esprit d'indépendance. En 1727, l'intendant Dupuy déplorait le fait que les habitants du Canada formaient une collectivité "fière et canadienne à mesure qu'elle s'éligne de son principe".

Durant les dernières décennies du régime français, les dépêches officielles parlent d'une "politique canadienne" différente de la politique conçue à Paris et à Versailles. Lorsque Louis XV nomma Vaudreuil au poste de gouverneur en 1755, il se rendait aux demandes des dirigeants canadiens qui appuyaient cette candidature de l'un des leurs depuis plusieurs années.

Même s'ils étaient assez lucides pour se rendre compte qu'ils avaient encore besoin de leur métropole-nourricière pour se développer normalement comme société coloniale, les Canadiens avaient conscience de former une collectivité distincte. Ils avaient une patrie et s'étaient donné les institutions nécessaires pour la développer à leur profit.

2. Face à l'Amérique anglaise

Depuis la fondation de Québec jusqu'à la capitulation de Montréal, les Canadiens durent prendre les armes plusieurs fois pour défendre leur droit d'exister comme collectivité distincte en Amérique du Nord. Cette longue lutte a profondément marqué les premières générations qui ont donné naissance à une collectivité distincte dans la vallée du Saint-Laurent.

Ce n'était pas l'autorité du roi de France que les miliciens canadiens défendaient lorsqu'ils faisaient la guerre aux Anglais. Ils luttèrent pour

protéger leur liberté collective. Pour la conserver et maintenir ainsi leur séparatisme, ils étaient prêts à sacrifier leur vie. Au cours de ce long conflit armé contre l'Amérique anglaise, les Canadiens démontrèrent à eux-mêmes et à leurs ennemis qu'un puissant vouloir-vivre commun les animait.

3. Face à l'occupant britannique

Vaincus par un ennemi vingt fois plus puissant qu'eux, les Canadiens durent subir l'occupation de leur patrie. Cependant, en acceptant la présence de l'occupant britannique, ils ne renoncèrent nullement à maintenir leur existence comme collectivité distincte.

Sachant qu'ils constituaient la majorité de la population sur un territoire avec lequel cent cinquante ans d'histoire les avaient identifiés, les Canadiens avaient la conviction intime que la vallée du Saint-Laurent continuerait à demeurer leur patrie. Ils ne doutaient pas que l'occupation anglaise serait temporaire et n'avaient, entre temps, aucune objection à reconnaître comme souverain le roi de Grande-Bretagne. Pourquoi celui-ci refuserait-il d'accorder sa protection paternelle à ses fidèles sujets canadiens? Ceux-ci n'hésitèrent pas à lui faire connaître leurs doléances et lui demandèrent de leur rendre justice.

Les circonstances légitimèrent en partie les espoirs des Canadiens. La Proclamation royale ne fut que partiellement appliquée dans la colonie conquise. Dès 1766, Mgr Briand prenait possession de son siège épiscopal. Six ans plus tard, l'évêque consacrait son coadjuteur. Le régime seigneurial fut rétabli. Enfin, l'Acte de Québec rencontra les principales exigences des dirigeants de la collectivité.

Lors de l'invasion américaine (1775-1776), la masse du peuple démontra par sa conduite qu'elle se considérait en dehors du conflit anglo-américain. Elle refusa, malgré les appels désespérés de ses dirigeants seigneuriaux et ecclésiastiques, d'appuyer les autorités britanniques. D'autre part, elle ne manifesta qu'un enthousiasme mitigé pour la cause des coloniaux américains. Au fond, le peuple canadien se réjouissait de voir les ennemis contre lesquels il avait mené la guerre pendant plus de deux générations s'entre-détruire. Les porte-parole officiels de la collectivité, obligés de collaborer avec l'occupant, avaient eux-mêmes depuis longtemps compris que la lutte entre la métropole britannique et ses anciennes colonies augmentait leur pouvoir de marchandage et servait les intérêts des Canadiens. Ceux-ci, face à l'occupant, continuaient à poursuivre, en utilisant les moyens dont ils disposaient, des buts collectifs distincts.

La participation de la France à la Guerre de l'Indépendance eut des répercussions profondes au sein de la collectivité canadienne. Celle-ci crut — depuis Mgr Briand jusqu'au plus modeste paysan — que l'occupation étrangère prendrait fin avec la victoire de l'alliance franco-américaine. Néanmoins, il serait faux de supposer que les Canadiens confondaient leur cause avec celle de la France ou avec celle des Américains. Ils songeaient d'abord à leur propre destinée collective dans la vallée du Saint-Laurent et entendaient tirer profit des événements pour se libérer de la domination étrangère. On parla même à cette époque de la nomination prochaine d'un Canadien au poste de lieutenant-gouverneur.

Le traité de Versailles déçut grandement les Canadiens. Ils eurent l'impression que la France, en ne profitant pas de sa victoire pour continuer son

oeuvre colonisatrice au Canada, les avait abandonnés une seconde fois. Ils en conclurent qu'ils devaient dorénavant ne compter que sur eux-mêmes pour assurer la défense de leurs intérêts collectifs. Leur isolement contribua à durcir leurs positions et leur volonté de s'affirmer comme entité distincte.

Une nouvelle génération de dirigeants politiques se substitua à ceux que les circonstances avaient chargés, immédiatement après la Conquête, d'être jusqu'alors les porte-parole de leurs compatriotes. Une grande agitation politique s'ensuivit au cours des années 1784-1792. Les nouveaux chefs de la collectivité rejetaient, au moins en partie, le paternalisme ou despotisme éclairé qui avait guidé les administrateurs britanniques depuis Murray jusqu'à Haldimand et qu'avaient accepté leurs collaborateurs canadiens. Des comités de citoyens se formèrent pour réclamer l'institution d'une Assemblée législative. Les porte-parole les plus éclairés de la collectivité avaient compris les avantages qu'ils retireraient du système représentatif puisque les Canadiens constitueraient la majorité des électeurs.

III. Le XIXe siècle ou la mise en minorité

1. Les illusions de l'époque romantique

L'Acte constitutionnel et la division du territoire en deux colonies convainquirent les Canadiens que les autorités impériales étaient prêtes à reconnaître tous leurs droits et réclamations comme collectivité distincte. N'avaient-ils pas la liberté d'élire la majorité des membres de l'Assemblée et ne leur avait-on pas laissé la propriété du Bas-Canada?

Dès la première session de la première législature, l'existence d'une collectivité distincte dans la colonie du Bas-Canada dut être reconnue. La Chambre se

donna un Canadien comme président et reconnut un statut au moins quasi-officiel à la langue française. Il est vrai que les députés canadiens défendirent leur cause avec timidité. Néanmoins, ils atteignirent les objectifs limités qu'ils s'étaient fixés. Ne devaient-ils pas faire l'apprentissage de leur nouveau rôle comme leaders de leurs compatriotes?

Les campagnes électorales de 1796, de 1800 et de 1804 consolidèrent l'existence d'un parti populaire. Ses membres avaient répudié totalement ou partiellement la philosophie politique des anciennes classes dirigeantes formées de seigneurs et de militaires déchus. Ils s'appuyaient sur le peuple et n'étaient pas prêts à s'incliner sans s'interroger devant les administrateurs britanniques ou devant la bourgeoisie anglo-coloniale. Les intérêts qu'ils représentaient et qu'ils défendaient ne s'identifiaient que rarement avec ceux du gouvernement ou de la minorité anglaise. La fondation du journal Le Canadien (1806), dont le titre lui-même est très révélateur, manifesta la volonté qu'avaient les chefs du parti populaire d'utiliser tous les moyens possibles pour faire triompher la cause de la collectivité majoritaire.

Le régime dictatorial de Craig, les mesures conciliatrices qui suivirent son administration et la guerre de 1812 retardèrent temporairement l'évolution commencée. Néanmoins, même lorsque les chefs de la collectivité tremblaient de peur et se taisaient sous la fêrule de Craig, ils n'avaient pas renoncé aux buts collectifs distincts qu'ils poursuivaient. Ils demeuraient les porte-parole légitimes d'une population qui avait conscience de son séparatisme dans la vallée du Saint-Laurent. Cette population réservait pour ses seuls membres le titre de CANADIENS.

Louis-Joseph Papineau incarna le séparatisme des Canadiens. Pendant plus de

vingt ans, il affirma leur droit de considérer le Bas-Canada comme leur patrie et d'en confier tout le gouvernement aux représentants qu'ils avaient élus. Papineau, partant de l'hypothèse que les autorités impériales avaient voulu remettre entre les mains des Canadiens les destinées du Bas-Canada, exigea l'application intégrale des principes démocratiques contenus dans la constitution de 1791 et faisant partie de la tradition politique britannique. Chef incontesté de la "nation canadienne", il invita les Anglais du Bas-Canada à renoncer à leur particularisme et à devenir eux-mêmes des Canadiens. A ceux qui rejetaient cette solution, il conseilla de retourner en Grande-Bretagne ou d'émigrer aux Etats-Unis ou dans le Haut-Canada.

2. La loi du plus fort

Les conquérants, même si leur pays d'origine a des institutions démocratiques, n'ont pas l'habitude de se laisser gouverner par les peuples qu'ils ont conquis. Du moins, aussi longtemps qu'ils ont la force nécessaire pour retarder ou empêcher cette humiliation.

Les administrateurs coloniaux les plus lucides et les porte-parole de la bourgeoisie anglaise du Bas-Canada avaient depuis longtemps pressenti les conséquences néfastes de la constitution de 1791. Les moyens de pression politique que celle-ci avait donnés aux Canadiens et leur séparatisme menaçaient directement l'avenir de la colonisation britannique en Amérique du Nord.

Les dirigeants de la population anglaise de Montréal, dans une pétition (1822) réclamant l'abrogation de la constitution de 1791 et l'union des deux colonies, résumaient ainsi la situation: "Sans l'union [du Haut et du Bas-Canada] cette population [les Canadiens] gardera sa prépondérance dans le gouvernement du pays [Bas-Canada], et naturellement elle ne cessera pas d'elle-même d'être française. Son augmentation progressive sous la protection propice de la Grande-Bretagne

amènerait donc nécessairement le résultat que l'on prévoit dans le cas où l'union ne se ferait pas. Et les pétitionnaires de Votre Majesté ne peuvent omettre de noter l'étendue excessive des droits politiques qui ont été conférés à cette population au détriment de ses co-sujets d'origine britannique; et ces droits politiques en même temps que le sentiment de sa croissance en force, ont déjà eu pour effet de faire naître dans l'imagination de plusieurs le rêve de l'existence d'une nation distincte sous le nom de "nation canadienne"; ce qui implique des prétentions qui ne sauraient être plus irréconciliables avec les droits de ses co-sujets qu'avec une juste subordination à la mère-patrie."

L'impatience de la population anglaise du Bas-Canada augmentait d'année en année. La politique à courte vue et les tergiversations des politiciens de Westminster l'indignaient. Quelques-uns de ses dirigeants déclarèrent que pour demeurer Anglais ils n'hésiteraient pas, si leur mère-patrie les abandonnait à la domination des Canadiens, à prendre les armes contre ceux-ci ou à demander leur annexion aux Etats-Unis.

Les événements de 1837-1838 obligèrent le gouvernement britannique à reconsidérer toute sa politique dans la vallée du Saint-Laurent. Lord Durham accueillit favorablement les doléances de la collectivité anglaise du Bas-Canada. Pour assurer l'avenir de la colonisation britannique en Amérique du Nord, il recommanda l'union immédiate du Haut et du Bas-Canada, prévoyant en même temps qu'il faudrait éventuellement joindre à cette union les colonies de la côte de l'Atlantique.

De plus, il constatait la nécessité d'accélérer l'assimilation sociale des Canadiens au sein de la nouvelle nation britannique en voie de formation en Amérique du Nord. Il était assez lucide pour saisir que le maintien d'une collectivité canadienne ayant un vouloir-vivre commun distinct et les moyens politiques de l'affirmer mettrait en danger l'unité de la nation anglo-britannique

d'Amérique à laquelle il souhaitait un brillant avenir. Il avait raison. Néanmoins, son erreur fut de croire que l'assimilation qu'il préconisait se réaliserait facilement.

Malgré leurs protestations, les Canadiens furent annexés au Canada anglais. Ce fut en vain que leurs porte-parole les plus modérés et les plus respectables réclamèrent un retour à la constitution de 1791. La métropole était trop heureuse de pouvoir réparer l'erreur commise un demi-siècle auparavant et de rassurer ses fidèles sujets du Canada-Uni qui ambitionnaient de fonder un grand royaume britannique au nord de la république américaine. Une fois de plus, la loi du plus fort avait triomphé.

3. L'ère de la survivance

Après les années fiévreuses qu'ils venaient de connaître sous la direction d'un chef prestigieux qui les avait conduits à une impasse, les Canadiens durent reviser leurs objectifs et se fixer un programme qui tiendrait davantage compte des forces en présence. La fuite de Papineau, l'échec des Patriotes, l'exil et la pendaison des principaux chefs de la révolte armée, les représailles de Colborne, le Rapport Durham et l'union des deux colonies avaient rendu les porte-parole de la collectivité moins exigeants et plus prudents. Avant de philosopher ou de poursuivre des oeuvres collectives grandioses, les hommes doivent vivre. Pour atteindre cette fin essentielle, ils ont toujours manifesté une grande faculté d'adaptation. Les Canadiens de la décennie de 1840 prouvèrent qu'ils n'en manquaient pas.

Morin, LaFontaine et leurs partisans s'empressèrent de nier que le parti canadien de Papineau avait eu l'ambition, selon le Rapport Durham, d'organiser,

à l'intérieur des frontières du Bas-Canada, une "nation canadienne". Il était faux de prétendre, affirmèrent-ils, que les luttes politiques du Bas-Canada avaient opposé deux races ou deux nations. Il s'agissait simplement, soutinrent-ils, de faire reconnaître les droits légitimes des Canadiens et les principes de la démocratie.

LaFontaine était convaincu que son alliance avec les réformistes du Haut-Canada permettrait d'appliquer les principes qui avaient toujours inspiré le parti canadien. Dans son manifeste aux électeurs de Terrebonne (25 août 1840), il constate que le Canada n'est plus la patrie exclusive de ceux qui longtemps se sont considérés comme les seuls Canadiens. En fait, il demande implicitement à ses compatriotes de renoncer au rêve de fonder, à l'intérieur des frontières du Bas-Canada, une nation indépendante. Il leur propose de travailler à la prospérité générale en collaboration avec tous ceux qui ont fait ou qui feront du Canada leur patrie adoptive. Les Canadiens s'inclinaient devant le sort que l'histoire leur avait préparé. Ils acceptent leur mise en minorité et s'installent dans l'ère de la survivance. Ils commencent à s'appeler Canadiens français.

Les circonstances facilitèrent cette nouvelle orientation de l'action collective et lui donnèrent toutes les apparences d'une grande victoire alors qu'en réalité il s'agissait d'une retraite. L'institution de la responsabilité ministérielle à laquelle tenaient les éléments les plus progressistes de la bourgeoisie anglaise des deux Canadas n'était pas possible sans la participation canadienne-française. Au sein de la coalition des réformistes du Haut et du Bas-Canada, les leaders canadiens-français jouèrent un rôle de premier plan. LaFontaine n'eut aucune difficulté à faire reconnaître par ses partenaires anglo-

canadiens qu'il appartenait aux représentants des Canadiens français d'assurer la protection de leur langue, de leur religion, de leurs traditions culturelles et de leurs lois civiles.

A Papineau qui, au retour de son exil, ne comprenait rien à la marche des événements, LaFontaine répondit que l'union était en réalité une fédération (discours du 23 janvier 1849). L'erreur d'avoir donné le même nombre de députés aux deux régions — les Anglais n'avaient pas eu l'audace, selon le conseil de Durham, de prendre le risque de laisser élire, pendant une législature tout au plus, une majorité de députés canadiens à l'Assemblée — donna même un caractère confédéral au Canada-Uni lorsque la population du Haut-Canada dépassa largement celle du Bas-Canada. Le piège qui avait été préparé à l'intention des Canadiens leur servit de piédestal et de moyen de pression. Une autre ironie de l'histoire!¹

L'impasse créée par le système de représentation et l'instabilité ministérielle chronique forcèrent les dirigeants politiques à changer la constitution. Les négociations engagées conduisirent à l'union de l'Ontario, du Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse au sein d'un Etat fédéral appelé le Canada.

Le projet de ressusciter le Bas-Canada sous la forme d'une province où les Canadiens français exerceraient un certain pouvoir politique à titre de majorité, souleva les appréhensions de quelques groupes protestants et anglophones qui

1. Personne ne niera que le Canada aurait eu une histoire bien différente si on avait établi la représentation proportionnelle en 1840.

n'avaient pas oublié les luttes acerbes des années 1805-1838. On leur fit comprendre que les Anglo-Québécois ne seraient pas laissés sans défense à la merci d'un gouvernement canadien-français. La constitution protégerait leurs droits religieux et scolaires, leur langue et leur représentation à l'Assemblée législative. De plus, le gouvernement d'Ottawa, confié à la majorité anglaise du pays, ne les abandonnerait jamais. D'ailleurs, leur puissance économique leur donnait un grand sentiment de sécurité.

Il faut ajouter que les hommes politiques canadiens-français inspiraient pleine confiance aux dirigeants du Canada anglais. Ils ne contestaient plus l'ordre établi et acceptaient le leadership des British Americans. Tout ce qu'ils demandaient c'était de participer modestement à l'exercice du pouvoir et d'en retirer quelques avantages. Il était bien entendu que le gouvernement provincial québécois se limiterait à protéger les traditions culturelles ou folkloriques des Canadiens français, en particulier le code civil. Même l'agriculture était sous la juridiction conjointe du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial. L'Eglise continuerait à s'occuper de l'enseignement secondaire et supérieur et des services hospitaliers. Le gouvernement et l'Eglise collaboreraient pour organiser l'enseignement élémentaire. Macdonald avait prévu que les gouvernements provinciaux seraient de grandes municipalités. Les subventions fédérales constituaient la partie la plus importante de leurs revenus. Un Anglo-Québécois, choisi par la Bank of Montreal, fut nommé trésorier provincial.

Ecrasés par les déterminismes qui pesaient sur eux, les membres de la collectivité canadienne-française avaient développé une mentalité de minoritaires, même sur le territoire où ils constituaient la majorité numérique. Leurs dirigeants laïcs et ecclésiastiques ne cessaient de leur recommander de se soumettre aux

"puissances légitimes" dont ils étaient les mandataires au lieu d'être les dirigeants de la collectivité. En réalité, celle-ci n'avaient plus de véritables leaders. Elle le savait d'ailleurs. Il s'agissait pour elle de tenir, de survivre. Elle se donna une échelle de valeurs et des objectifs qui ne la mettait plus directement en concurrence avec la majorité anglo-canadienne. Son sous-développement fut sublimé et présenté comme la caractéristique d'une civilisation privilégiée. L'agriculturisme et le messianisme triomphaient en même temps.

IV. Conclusion

Durant cette ère de la survivance, l'historien constate une certaine accélération du processus d'assimilation sociale commencé depuis les débuts de l'occupation britannique. Si la majorité anglo-canadienne avait eu une politique plus souple destinée à favoriser l'intégration des individus canadiens-français à l'intérieur de ses cadres, l'assimilation aurait pu être poussé beaucoup plus loin. La ségrégation systématique pratiquée par les Anglo-Canadiens eut pour résultat d'encourager les facteurs de résistance à l'assimilation.

La religion catholique, les liens familiaux, la haute natalité furent mis au service de l'idéal de la survivance. Celui-ci fut l'affirmation du vouloir-vivre commun d'une collectivité qui sans avoir renoncé à l'avenir s'interrogeait, non sans quelque angoisse à certains moments, sur ses destinées en Amérique du Nord où ses premiers membres s'étaient établis au XVII^e siècle.

CHAPITRE QUATRIÈME

LA COLLECTIVITÉ CANADIENNE-FRANÇAISE AU XX^e SIÈCLE

En histoire, il n'y a qu'une seule chose d'éternelle: c'est le changement. Les deux générations du XX^e siècle ont engendré une nouvelle collectivité canadienne-française.

I. A la découverte de la démocratie1. Premières expériences

Les Canadiens français n'avaient, en fait, renoncé à aucun des droits qu'ils se reconnaissaient dans la vallée du Saint-Laurent depuis le XVII^e siècle ni à aucun des objectifs qu'ils avaient, durant la même période, fixés à leur agir collectif. Cependant, leurs porte-parole officiels, obligés d'accepter les compromis imposés par le nouvel équilibre des forces, s'en étaient remis à la bonne volonté de la majorité et aux textes constitutionnels pour assurer la protection de leurs compatriotes.

L'abolition des droits scolaires des catholiques du Nouveau-Brunswick (1873), l'Affaire Riel (1885) et le sort des écoles françaises du Manitoba (1890) rappelaient brutalement aux Canadiens français du Québec que les textes constitutionnels et les tribunaux servaient surtout les intérêts du Canada anglais, c'est-à-dire ceux du plus fort. Le racisme et l'anti-catholicisme manifestés dans la plupart des milieux anglo-canadiens, particulièrement lorsque les relations devenaient tendues entre les deux collectivités, forcèrent les Canadiens français à mettre en doute la bonne foi des Anglo-Canadiens. Seuls les policiers au pouvoir semblaient persister à y croire.

L'arrivée au pouvoir d'Honoré Mercier (1887-1891), à la tête d'un gouvernement dit "national", eut une influence considérable sur le comportement collectif des Canadiens français du Québec. Ceux-ci constatèrent que leurs bulletins de vote leur donnait la possibilité d'élire des dirigeants capables d'interpréter le sentiment populaire. Mercier avait réglé l'affaire des biens des Jésuites qui traînait depuis plus d'un siècle et n'avait pas craint de faire face au fanatisme anti-français et anti-catholique du Canada anglais. Son éloquence, son panache et son patriotisme canadien-français évoquèrent le souvenir de Louis-Joseph Papineau.

Wilfrid Laurier hérita de la popularité qu'avaient eue Papineau et Mercier. Ses compatriotes s'imaginèrent que, grâce à lui, toutes les promesses de la constitution de 1867 se réaliseraient. Il serait le fondateur de ce Canada où Canadiens français et Canadiens anglais jouiraient d'une parfaite égalité. Cette illusion ne dura que quelques années. La Guerre des Boers révéla le nationalisme pan-britannique et raciste de la majorité anglo-canadienne. La politique d'immigration du gouvernement d'Ottawa démontra la volonté de celle-ci de prévenir toute menace d'une French and Popish domination.

Henri Bourassa, la Ligue Nationaliste Canadienne, l'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne et plusieurs autres mouvements précisèrent les objectifs poursuivis par la collectivité canadienne-française. Il devenait de plus en plus difficile de lui prêcher la soumission et la patience. Le gouvernement Gouin se vit forcé d'adopter une loi (1910) donnant un statut officiel à la langue française dans le milieu des affaires. Les Canadiens français apprenaient graduellement à utiliser leur pouvoir électoral à des fins nationales. Plusieurs observateurs anglo-canadiens du Québec et des autres provinces voyaient cette évolution avec alarme.

La persécution scolaire en Ontario et la crise de la conscription augmentèrent la méfiance des Canadiens français du Québec à l'égard du Canada anglais. Si quelques rêveurs et quelques politiciens intéressés à y croire parlaient encore de la naissance prochaine d'un Canada qui serait la patrie de tous ses habitants, on peut dire que la masse des Canadiens français n'entretenait plus d'illusions à ce sujet.

2. Autonomie provinciale

Hommes de loi, les chefs politiques du Québec se sont d'abord préoccupés de protéger le droit civil et les tribunaux contre les empiétements du gouvernement fédéral. Très tôt, l'autonomie provinciale fut un cri de ralliement en politique québécoise.

La nécessité pour l'État d'étendre sa juridiction afin de répondre aux besoins de la société industrielle et urbaine a posé le problème de l'autonomie provinciale dans une nouvelle perspective après la Première Grande Guerre. Parce qu'il avait de plus grandes sources de revenus, le gouvernement d'Ottawa avait-il le droit d'intervenir dans le domaine de l'éducation et de la sécurité sociale? Le gouvernement du Québec refusa pendant neuf ans (1927-1936) de participer au programme fédéral des pensions de vieillesse qu'il jugeait contraire à la constitution. Sur la question de l'aide aux chômeurs, Taschereau répondit que si Ottawa laissait à la province l'utilisation exclusive de l'impôt direct, son gouvernement s'occuperait lui-même de venir en aide aux sans-travail. Duplessis continua, dans des circonstances différentes et plus spectaculaires, les luttes autonomistes de la plupart des gouvernements provinciaux qui l'avaient précédé.

Il ne faut pas s'étonner de constater que l'autonomie provinciale eut long-

temps un caractère négatif. Les dirigeants canadiens-français du Québec cherchèrent en premier lieu à défendre l'intégrité des institutions politiques provinciales. Même s'ils ne savaient pas encore très exactement comment ils pourraient les utiliser pour promouvoir efficacement les intérêts de la collectivité, ils avaient confusément conscience qu'ils la servaient bien en s'opposant à une extension indue des pouvoirs fédéraux. Ils refusaient d'engager l'avenir, craignant de le compromettre.

Cette attitude spontanée des gouvernants canadiens-français du Québec révèle que ceux-ci avaient l'intime conviction que la province où leurs compatriotes constituaient la majorité de la population avait une destinée particulière. Duplessis aimait répéter que le Québec demeurait la seule patrie véritable des Canadiens français. C'est pourquoi M. Saint-Laurent scandalisa tellement les Canadiens français lorsqu'il prétendit (1954) que Québec était "une province comme les autres". Cette déclaration provocante, qu'aucun autre chef politique canadien-français ou anglo-canadien n'a osé répéter, leur apparut comme un défi et accéléra leur prise de conscience nationale.

3. L'apprentissage de la liberté collective

C'est par le truchement des institutions provinciales placées sous leur contrôle à titre d'électorat majoritaire au Québec que les Canadiens français ont graduellement saisi quels sont les avantages de la liberté collective et redécouvert leurs responsabilités comme groupe culturel distinct en Amérique du Nord. Ce processus, commencé dès l'organisation du premier gouvernement québécois en 1867, était inévitable si les Canadiens français demeuraient la majorité des habitants du Québec. Toute émancipation nationale doit d'abord s'appuyer sur la force que donne le nombre.

Il est utile de rappeler les principales étapes de cette évolution qui a convaincu les Canadiens français que leurs intérêts collectifs exigeaient la nationalisation de l'État québécois. Le règlement des biens des Jésuites (1888), la législation du gouvernement Gouin pour obliger les compagnies anglo-québécoises à reconnaître la langue française (1910), le Premier Congrès de la Langue Française (1912), le débat à l'Assemblée législative sur la motion Francoeur proposant la sécession du Québec si la majorité anglo-canadienne était d'avis que cette province retardait le progrès du Canada (1918), l'intervention du gouvernement Taschereau pour prévenir la faillite de la Banque Nationale (1924) ^{de} ~~décisions congrues~~ pour favoriser les fins poursuivies par la collectivité canadienne-française.

Les gestes de ce genre ^{se} sont multipliés depuis une vingtaine d'années: création de l'Hydro-Québec (1944), adoption d'un drapeau (1948), institution d'une Commission provinciale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (1953), mise en vigueur d'un impôt provincial sur le revenu (1954), Rapport Tremblay proposant une interprétation constitutionnelle et une politique conformes aux intérêts de la collectivité canadienne-française (1956), Conférence provinciale sur l'éducation (1958), accord Diefenbaker-Sauvé-Barrette au sujet de l'aide fédérale aux universités (1960) ~~une~~ cette entente introduit, surtout au bénéfice du Québec, le droit pour une province de se retirer des programmes conjoints, nationalisation des compagnies privées d'électricité (1963), décision de créer une Caisse provinciale de retraite indépendante de celle de l'État fédéral, formation de la Société générale de financement, projet d'un complexe sidérurgique en partie financé par l'État, ministère de l'Éducation qui dotera graduellement la province d'un système scolaire public complet, volonté d'avoir des relations directes avec les États étrangers dans les domaines qui relèvent de la juridiction du gouvernement québécois, etc.

Le gouvernement du Québec a été nationalisé au service de la collectivité canadienne-française. Grâce au processus démocratique, celle-ci a enfin réussi à se donner une nouvelle classe politique dont les membres reconnaissent leurs obligations envers leurs compatriotes qui les ont élus. Les dirigeants politiques canadiens-français contemporains ne se considèrent plus comme les défenseurs de l'ancien ordre établi mais comme les mandataires d'un peuple qui veut rompre avec les servitudes du passé.

4. A l'heure de l'État-Providence

Cette nationalisation des institutions politiques québécoises atteint son terme à l'heure de l'État-Providence. Ce fait donne une dimension supplémentaire au phénomène.

Avant notre époque contemporaine, la nationalisation d'un État signifiait que celui-ci était mis au service d'une bourgeoisie nationale. C'était à l'heure de la démocratie libérale. Aujourd'hui, nous cherchons à édifier la démocratie sociale. Celle-ci doit répondre aux besoins des classes moyennes et populaires qui comptent sur l'intervention de l'État pour obtenir justice. A l'heure de la démocratie sociale, la liberté collective des Canadiens français comme groupe culturel distinct et leurs intérêts individuels comme membres des classes moins privilégiées exigent la constitution d'un pouvoir politique qui s'identifie avec eux.

II. La nation québécoise

Cette rencontre d'un groupe culturel et d'un pouvoir politique mis à son service démontre et perpétue l'existence d'une nation.

Les nouvelles générations de Canadiens français québécois en sont tellement conscientes qu'elles ne s'interrogent même plus pour savoir si elles appartiennent

à une nation distincte. Héritières d'un passé qui a amené le moment présent, elles se préparent à réaliser des tâches nationales. Elles ont dépassé l'ère de la survivance et des mythes consolateurs. Les campagnes en faveur du bilinguisme pancanadien les font sourire et l'avenir des groupes minoritaires francophones au Canada anglais les laissent indifférentes. L'avenir de la nation canadienne-française québécoise retient exclusivement leur attention.

Il ne faut pas s'en étonner. En effet, si un groupe culturel distinct a le droit, à l'heure de l'autodétermination des collectivités hier dominées, de s'affirmer comme nation en Amérique du Nord c'est bien les Québécois francophones. Leur existence nationale a des assises beaucoup plus solides que celles de plusieurs autres nations. Chaque membre de la collectivité en est parfaitement conscient.

1. Assises territoriales

L'enracinement des Québécois francophones sur le territoire qu'ils habitent se poursuit depuis trois siècles et demi.

Si, pendant un court laps de temps, les Canadiens français se sont imaginé que le Canada continental pourrait devenir leur patrie, ils ont aujourd'hui abandonné ce mythe. Ils sont maintenant décidés à prendre possession du territoire où ils ont toujours formé la majorité de la population et où ils ont la possibilité d'organiser un milieu favorable à leur épanouissement collectif.

Aucun Canadien français lucide n'ignore les difficultés que soulève cette prise de possession. Refaire deux cents ans d'histoire n'est pas une entreprise facile. Mais les Canadiens français de la seconde moitié du XXe siècle n'ont plus peur de l'avenir. Ils ont appris à évaluer la force dont ils disposent comme majorité au Québec.

2. Assises psychologiques

Une solidarité spontanée existe entre tous les Canadiens français du Québec. Ceux-ci ont conscience d'avoir en commun un héritage culturel qui les distingue des autres groupes et savent qu'ils continuent une tradition. Cela n'empêche pas chaque génération, comme agent du développement historique, d'apporter une contribution originale à la collectivité, modifiant ainsi l'héritage culturel et la tradition qu'elle transmettra elle-même à ses successeurs. De plus, il ne faut pas oublier que depuis trois siècles et demi des milliers d'immigrants d'origines ethniques diverses se sont assimilés à la nation.

Il est important de noter ici que la langue maternelle des Canadiens français les rattache à l'une des grandes cultures du monde atlantique. Ce lien avec la France les a fortement aidés à garder foi en eux-mêmes aux moments les plus difficiles de leur histoire. Si les succès à leur crédit étaient peu nombreux, ils pouvaient toujours s'enorgueillir de ceux de l'ancienne mère-patrie. En dépit des apparences contraires, ils ont toujours eu beaucoup d'affection et d'admiration pour la France. En évoquant celle-ci, ils se sentaient moins faibles et moins isolés face au monde anglo-saxon qui les écrasait de sa puissance politique et économique.

Ces assises territoriales et psychologiques ont engendré chez tous les Canadiens français un sens d'identité, c'est-à-dire d'appartenance à une collectivité distincte, et un sens de continuité dans l'espace et dans le temps, c'est-à-dire la reconnaissance du fait qu'ils sont les agents d'un développement historique autonome.

3. Assises politiques

La nation québécoise, depuis ses débuts au XVII^e siècle jusqu'à aujourd'hui, a toujours eu des institutions politiques à son service. C'est le nombre, l'importance et l'utilisation de ces institutions qui a varié au cours des générations (voir le troisième chapitre et la première partie du présent chapitre).

En cette seconde moitié du XX^e siècle, les Canadiens français du Québec réagissent comme tous les groupes culturels majoritaires. Ils sont en voie de nationaliser les institutions politiques qu'ils contrôlent. C'est un processus normal dont personne ne doit s'étonner.

CHAPITRE CINQUIÈME

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'assimilation sociale des Canadiens français ne s'étant pas réalisée et ceux-ci n'ayant pu être réduits au statut de minorité nationale au Québec, une nation francophone québécoise, dont l'histoire commence au XVII^e siècle, réclame aujourd'hui tous les moyens d'action collective qu'elle juge nécessaires à son progrès. Ce mouvement, qui était parfaitement prévisible, est irréversible.

Quelles en seront les conséquences? Il n'appartient à personne et encore moins à l'historien de prédire l'avenir.

Ce qui est essentiel c'est de se rendre compte qu'un nouvel équilibre des forces existe à l'intérieur même du Québec et dans l'union canadienne. Si l'on veut maintenir celle-ci, il faut d'abord s'assurer que la majorité des Québécois et des citoyens canadiens le désirent. Il est évident que les Québécois n'ont aucun intérêt à précipiter la rupture du Canada mais la majorité Canadian est-elle prête à accepter un réaménagement constitutionnel qui tiendra compte des forces en présence et accordera à la nation québécoise la liberté collective qu'elle est en droit d'obtenir? Un nouveau Québec exige un nouveau Canada.

La réponse dépend des Canadiens.

T A B L E D E S M A T I È R E S

et

I N D E X

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Avant-propos	1
 Chapitre premier LES FAIBLESSES ORIGINELLES DES SCIENCES SOCIALES ...	 3
I A la défense de l'ordre établi	3
II Critique et agitation sociales	3
III Constitution des sciences sociales	4
IV L'étude de la vie en société et les préjugés des premiers spécialistes en sciences sociales	5
V Les sciences sociales au service des sociétés privilégiées	6
VI Les impératifs de la justice sociale	7
 Chapitre deuxième DE LA COLLECTIVITÉ À L'ÉTAT	 8
I Collectivités et sociétés	8
II Pouvoir politique	8
III Assimilation sociale et acculturation	9
IV Groupes culturels distincts	9
V Minorités nationales	10
VI La nation	10
1. Confusions et illusions antérieures	10
2. Définition fonctionnelle de la nation	11
VII L'Etat	11
1. L'Etat ou la nation organisée	12
a) Etat pleinement souverain	12
b) Etat à souveraineté limitée	12

	Page
2. Différents Etats souverains	12
a) Etat national unitaire	13
b) Etat national fédéral	13
c) Etat plurinational unitaire	13
d) Etat plurinational fédéral	13
VIII --- Conclusion	14
Chapitre troisième --- LA COLLECTIVITE CANADIENNE-FRANÇAISE DU QUÉBEC:	
DES ORIGINES À LA FIN DU XIX ^e SIÈCLE	15
I --- Les origines	15
1. La première période de l'enracinement	15
2. L'institutionnalisation de l'enracinement	15
II --- Le XVIII ^e siècle ou l'affirmation du vouloir-vivre collectif ...	16
1. Face à la métropole française	16
2. Face à l'Amérique anglaise	17
3. Face à l'occupant britannique	18
III --- Le XIX ^e siècle ou la mise en minorité	20
1. Les illusions de l'époque romantique	20
2. La loi du plus fort	22
3. L'ère de la survivance	24
IV --- Conclusion	28

	Page
Chapitre quatrième — LA COLLECTIVITÉ CANADIENNE-FRANÇAISE DU QUÉBEC AU XXe SIECLE	29
I — A la découverte de la démocratie	29
1. Premières expériences	29
2. Autonomie provinciale	31
3. L'apprentissage de la liberté collective	32
4. A l'heure de l'Etat-Providence	34
II — La nation québécoise	34
1. Assises territoriales	35
2. Assises psychologiques	36
3. Assises politiques	37
Chapitre cinquième — CONCLUSION GÉNÉRALE	38





3 1761 11468902 9